L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 2 FEVRIER 1887.

60me Année

Dufour & Bonnet,
Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS
MERCREDI, 2 FEVRIER 1887.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an.....$12 00
Six mois.....6 00
Trois mois.....3 00
Un mois.....1 00
On s'abonne aussi à la semaine, avec les parcours.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an.....$2 00
Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an.....$2 00
Six mois.....1 50
Quatre mois.....1 00
Trois mois.....75
Renferme deux feuilletons.

☞Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 3e page.

Les rues de la Nouvelle-Orléans. --L'Association sanitaire et l'administration urbaine.

Nous voici entrés dans le second mois de 1887. L'année 1886 n'a pas été, pour nous, plus heureuse, au point de vue municipal qu'au point de vue de l'Etat, et nous n'avons pas plus à nous louer des affaires administratives que des affaires économiques et commerciales. Il y a eu, cependant, dans nos campagnes, un relèvement prodigieux; nous avons pu constater, avec bonheur, de nombreuses améliorations, de très heureuses réformes, dans l'industrie agricole, en général, dans l'industrie sucrière, en particulier—mais tout cela est dû, uniquement, à l'initiative privée; le gouvernement, les municipalités n'y entraient pour rien, si ce n'est pour des convocations qui leur ont été demandées, de réunions, de Conventions agricoles et industrielles, dont l'honneur revient, en définitive, moins aux administrateurs qu'aux administrés.

Il nous est bien permis, au moment où s'ouvre le mois de février, de nous demander où nous en sommes, et quelle perspective nous avons devant nous. Eh bien! sous le rapport municipal, nous n'apercevons rien de bien encourageant. Toujours la même routine, toujours les mêmes erreurs. Rien ne se fait, ou, plutôt, tout se fait à moitié ou se fait mal.

Parcourez nos rues: elles sont mal entretenues ou ne le sont pas du tout. Hormis celles qui sont pavées, comme il arrive à quelques-unes dans le centre de la ville, ou macadamisées, comme l'avenue St-Charles et une partie de la rue Poydras. Qu'elles tâchent de conserver, le plus longtemps possible, ce précieux avantage; il est pas sûr que, quand viendra la nécessité des réparations, on trouve en caisse l'argent nécessaire pour l'y employer. Il faut sortir du quartier central pour comprendre les misères de notre voirie. Il y a des rues qui sont dans un état déplorable: les chaussées sont couvertes de saillies et de trous, grandeurs et de toutes formes, jetés pêle-mêle, au hasard ou pis encore, simplement en terre; on n'a pas les ressources voulues pour leur accorder les moindres soins.

La plupart sont défoncées; on y rencontre, à chaque instant, de larges flaques d'eau, des trous énormes, des fondrières où les roues des voitures s'enfoncent jusqu'au moyeu. Quant aux trottoirs—dans les rues qui en ont, du moins—ils sont dans un état pitoyable; à chaque pas, le pied peut s'y enfoncer dans un trou; il est rare qu'on longe un filet, sans voir l'absence de nous ne savons combien de briques. Quant à celles qui restent en place, elles font, sous les pieds du passant, un jeu de bascule qui leur permet d'arroser une partie du liquide lufect qu'elles recouvrent.

Alors que nous constatons, avec fierté, tant d'améliorations dans presque toutes nos paroisses rurales, qui nous donnent les raisons de la déplorable stagnation qui règne dans la grande ville! Ici, en effet, le progrès n'est nulle part; bien souvent, lorsqu'une réparation devient indispensable, les propriétaires et les locataires sont obligés de se cotiser, de la payer à leur compte, et ils doivent s'estimer très favorisés lorsque la Ville veut bien leur accorder la permission de faire, à leurs frais, la besogne qu'elle devrait faire elle-même, et pour laquelle elle les a lourdement chargés d'impôts.

Ces tristes réflexions nous sont inspirées par la lecture des différentes communications adressées à l'Association sanitaire auxiliaire de la Nouvelle-Orléans, dans sa dernière séance. On sait les services rendus à la cité par cette société. Depuis plus de dix ans qu'elle est fondée, elle a fait de précieuses réformes; elle a amélioré nos rues, elle les a drainées au moyen de vastes tuyaux qui reçoivent les eaux du sous-sol et les déversent dans nos canaux de desséchement.

En 1880, elle a construit, le long de nos levées, de beaux édifices où elle a installé de puissantes pompes qui prennent l'eau du fleuve et la répandent à flots, dans les fossés. Avons-nous besoin de parler des résultats bienfaisants de ces établissements? Personne n'ignore qu'ils ont beaucoup contribué à entretenir la salubrité de la Nouvelle-Orléans, tous les ans, durant la saison des chaleurs, c'est-à-dire durant, au moins, six mois. Tout le monde sait qu'aux époques de sécheresses, ils servent à alimenter d'eau les quartiers qui en sont privés —autre service dont nous ne savons pas assez de gré à la Société.

La reconstruction de ces édifices l'achat et l'installation des machines qu'ils renferment, lui ont coûté $75,551,08, tirés de la bourse des citoyens. La caisse municipale n'est entrée absolument pour rien dans l'entreprise.

On conçoit qu'après une dépense aussi considérable, la bonne volonté des contribuables commençât à s'épuiser, ainsi que leur bourse. Ils consentirent, néanmoins, à continuer de se taxer, mais à la condition que la Ville voulût bien se résoudre à quelques sacrifices. Sait-on combien la population a versé, depuis 1880, pour faire fonctionner ces pompes? $35,723 59. L'administration urbaine n'a donné, dans les six années, que $17,833, 33—c'est-à-dire le tiers, à peine, de la somme totale. En 1886, le fonctionnement des pompes d'irrigation a coûté, en tout, $6292. Est-gard à l'immensité des services rendus, durant les chaleurs et la sécheresse, on conviendra que la somme est faible. -Est-ce à l'Association sanitaire auxiliaire que l'on reprochera de savoir mal employer son argent? Du reste, elle rend un compte exact de ses travaux et de ses dépenses—1o. 277,275,726 gallons d'eau distribués dans les rues; 3833 1/2 barils de charbon; 1403 heures de travail de ses employés. 2o. Charbon, $10643 25; autres fournitures, réparations et services, $723 58; ingénieurs, chauffeurs, travailleurs, $4505 40.

On est bien obligé de dire ces choses, d'entrer dans ces menus détails, pour faire comprendre clairement les choses se passent, et montrer la situation respective de la Société et de l'administration urbaine.

Personne, assurément, ne trouvera étrange que les citoyens se fatiguent de toujours payer, sans que notre gouvernement municipal daigne jamais prendre à sa charge des dépenses qui lui incombent, à lui seul. Tous les ans, ils réclament et, bien rarement, ils obtiennent, la somme, si minime soit-elle, qu'ils sollicitent. Au mois de décembre, l'Association a, comme à l'ordinaire, demandé un secours qui lui a été également refusé. Aujourd'hui, son président, M. Ed. Fenner, en est réduit à faire un appel au maire, à le prier de veiller, personnellement, aux intérêts sanitaires de la Cité du Croissant, qui se voit menacée d'être privée d'eau, une partie de l'année, aux époques, précisément, où l'irrigation est le plus indispensable.

Espérons qu'il sera fait droit à une aussi légitime réclamation et que l'on accordera, cette année encore, à l'Association, au moins une partie du crédit qu'elle demande. Il ne s'agit pas, pour elle, du superflu, mais du nécessaire.

LOUISIANE.

Le *Commercial*, Lac Charles, paroisse Calcasieu, du 29 janvier:

Le comité des préparatifs pour la Convention du 22 février, est très affairé. Il s'agissait de tracer un plan pour assurer le confort et le logement aux nombreux étrangers qui vont nous arriver et prévenir toute confusion. Le comité s'est d'abord adressé aux hôtels, aux restaurants, aux pensions publiques, ainsi qu'à ceux qui ont des entreprises de transport; il a réussi à faire baisser tous les prix, pendant toute la durée de la Convention.

Cette semaine, il va parcourir les résidences particulières, en vue de procurer des appartements confortables à ceux qui préféreront vivre dans les familles. Tout marche bien, et, avant peu, la liste que dresse le comité sera complète. Le comité des finances n'a pas non plus perdu son temps; il n'a plus qu'à s'entendre avec le comité des préparatifs pour savoir, d'une façon définitive, quels sont les fonds nécessaires. Aussitôt qu'on en sera sûr, on publiera la liste de ceux qui doivent prendre la parole et l'on arrêtera le programme des séances et des fêtes.

Le succès de la Convention est assuré. Il y a bien quelques esprits chagrins qui font quelques critiques; laissons les dire et allons de l'avant.

—Maintenant que toutes nos voies publiques sont bien établies, nos administrateurs municipaux devraient songer à améliorer les trottoirs qui existent ou à en construire, là où il n'y en a pas. C'est une nécessité, pour une ville qui grandit comme la nôtre. Les propriétaires commencent à planter des arbustes et des arbres devant leurs résidences; on voit, partout, les fleurs et les buissons se multiplier.

Voilà le moment de tracer la ligne des trottoirs, aujourd'hui qu'il est facile de tout transplanter.

Il faudrait que ce travail fût achevé avant l'ouverture de la Convention et l'arrivée de nos hôtes. L'apparence que donneront ces améliorations aux propriétés en augmentera considérablement la valeur.

Le *Farmer*, Covington, paroisse St. Tammany, du 29 janvier:

Le reporter du *Daily States* a eu, lundi dernier, une entrevue avec M. Philip A. Orr, agent de MM. Poitevent et Favre. Il y a appris que les travaux du chemin de fer que l'on construit entre la station de la Rivière aux Perles et les Sources d'Abita, paroisse St-Tammany, avancent rapidement. La station de la Rivière aux Perles est à 36 milles de la Nouvelle-Orléans, par le chemin du North-Eastern et à vingt milles des Sources d'Abita. La voie que l'on trace est de la largeur régulière, de sorte que les trains pourront venir directement de la Nouvelle-Orléans aux Sources.

Les terrassements sont achevés depuis la jonction avec le North-Eastern jusqu'à moins de deux milles des Sources, et il y a déjà quatorze milles de rails mis en place. On croit que le chemin sera complètement achevé au printemps prochain, tout au moins, au commencement de l'été.

La compagnie a déjà sur le terrain trois cars, plus un pour les passagers et pour la malle.

Plusieurs personnes sont en marché pour acheter un acre aux Sources et y bâtir un hôtel. En attendant que le chemin soit complètement achevé, on se sert de la partie où sont posés les rails, pour transporter les bois abattus. La ligne, traversé, en effet, une épaisse forêt. MM. Poitevent et Favre ont acheté 10,000 traverses en fer à des industriels de l'Amérique Centrale, qui les leur expédient, par le steamship Foxhall.

Une fois la route d'Abita achevée, nos Sources deviendront les plus accessibles et les plus populaires du Sud, car elles ont de précieuses propriétés médicinales. A ce point de vue, il n'en est pas de supérieures sur le Continent.

Le *Bulletin*, Markaville, paroisse Avoyelles, du 29 janvier:

La pluie abondante de samedi soir a fait baisser la rivière Rouge de plusieurs pieds et rendu, immédiatement, la navigation possible. Depuis quelque temps, le service des bateaux à vapeur était très-irrégulier à cause de l'énorme baisse des eaux.

—Nous avons fait, la semaine dernière, une tournée d'inspection sur les bayous. Nous avons constaté que nos planteurs ont commencé leurs travaux, depuis le commencement de l'année, avec beaucoup d'énergie. Plusieurs d'entreux ont déjà labouré une partie de leurs terres; d'autres réparent leurs barrières; tous déploient une grande activité. Le dernier a passé par de rudes épreuves depuis plusieurs années; il a fait de bonnes récoltes, mais elles se sont vendues à des prix tellement bas, qu'il rentrait à peine dans ses avances. Il a longtemps eu foi dans le système de crédit; il commence à n'y plus croire et cherche à s'en débarrasser. Il ne veut plus en tenir à la culture du coton; il continue à semer la graine, parceque c'est le produit général du pays, mais il sème aussi du maïs pour la consommation de sa ferme.

Il s'opère, dans nos campagnes, une révolution bienfaisante, et si les choses continuent ainsi, le temps n'est pas éloigné où nous verrons, enfin, l'abondance et l'aisance régner sur nos fermes. Il y a, peut-être, quelques sacrifices à faire, au commencement; personne ne s'y refusera. On sent que la prospérité de l'avenir en dépend.

—On nous écrit de Hasseville:

"Partout, autour de nous, on a labouré avec activité, jusqu'à samedi, jour où les travaux ont été interrompus par les pluies. Lundi, le temps s'était éclairci de nouveau. Nous pouvons assurer que, cette année, nos fermiers cultiveront beaucoup de maïs et de coton.

"M. F. Blood, qui dirige la station Haas, du chemin de fer de Morgan, a acheté, il y a deux ou trois ans, une ferme sur le bayou Cocodrie. Parmi les améliorations qu'il a faites, nous citerons des plantations de pacaniers. Il en a maintenant 600 superbes, qui poussent, ainsi qu'une grande quantité d'arbres fruitiers."

—Nous tirons les lignes suivantes du *Telegraph* de Germantown:

"Très peu de fermiers se rendent compte de la véritable valeur de la graine de coton, comme nourriture pour les animaux. Il n'y a guère que dans les Etats du Sud qu'on en apprécie l'usage.

"M. J. B. Laus, le grand expérimentateur anglais, à qui l'agriculture doit tant de découvertes et de progrès, a fait une étude particulière de la graine de coton, comme engrais et comme aliment pour les bestiaux. Il déclare que, par suite de ses essais, il lui a été démontré qu'une tonne de tourteaux, contant, $31.50, rapporte, après avoir été consommée par l'animal, $82.25. Il est étonnant qu'on ait, jusqu'ici, négligé ce fait. En réalité, la graine de coton est un des plus précieux produits de l'agriculture et elle vaut beaucoup plus que le coton lui même. Il n'y a aucun autre aliment qui produise autant de chair et d'os qu'elle, et l'usage en devrait devenir général dans tous les pays agricoles.

—Bon nombre de planteurs du Bayou Des Glaises n'ont pas encore expédié leur coton; ils attendent que la hausse des eaux leur permette de transporter leurs produits par le bayou, sur le marché, ou aux bateaux qui font le service de la Rivière Rouge.

—Les travaux de jardinage sont commencés dans nos campagnes; ils se poursuivent avec beaucoup d'activité. On profite du beau temps et des dernières de l'atmosphère printanière dont nous jouissons là cette heure. Il est à craindre, cependant, que le temps ne change et que l'on ne soit, plus tard, obligé de semer, de planter de nouveau. Nous espérons le contraire.

Le *Herald*, Hahnville, paroisse St-Charles, du 29 janvier:

La fièvre hausse lentement; s'est le moment de consolider les levées afin de prévenir, plus tard, les désastres qui peuvent arriver. Tâchons, désormais, de nous préserver des inondations, qui nous ont si souvent ruinés.

—M. Léon Sarpy, l'énergique planteur de notre paroisse, vient de défricher de nouvelles terres sur ses propriétés; il compte augmenter considérablement sa récolte, cette année.

—Nous avons eu temps extrêmement favorable aux travaux des champs. Nos fermiers n'en peuvent désirer un meilleur. Partout, on se prépare à l'ensemencement et l'on travaille le sol. Si l'on en juge par la situation présente, l'année s'annonce bien et tout nous fait espérer d'excellentes récoltes.

Le *Foyer Créole*, Convent P. O., paroisse St-Jacques, du 29 janvier:

Avec le beau temps, les travaux des champs ont commencé.

Un peu partout on s'occupe de la plantation de la canne, et, à mesure qu'on arrache le plant du sol pour le déposer dans les sillons et que la paille dorée qui l'enveloppe frappe la vue, chacun se dit: le plant est sain, très sain cette année. Cependant, si tel est le cas sur la plupart des habitations, il en est aussi quelques-unes sur lesquelles le plant ne s'est pas aussi bien conservé.

—Décédé, à New Texas Landing, le 15 janvier 1887, Fernand J. Tircuit, à l'âge de 31 ans.

Le résultat de l'élection du 16 janvier dans le département de la Manche, en France.

Nous lisons, dans la *Liberté*:

La lutte électorale dans le département de la Manche s'est dénouée, hier, par le succès du député républicain, M. Riotteau, l'a emporté d'environ dix mille suffrages sur son concurrent, M. le vice-amiral Rousain. Cette élection, venant après celle du Nord, atteste que nous sommes en présence d'un véritable mouvement d'opinion, et non pas d'un résultat accidentel provenant des hasards du scrutin, du caprice et de la popularité des candidats ou du caprice et de la versalité des électeurs. L'examen impartial des faits peut tenir lieu de démonstration.

L'écart considérables des voix exclut l'hypothèse d'une pression officielle, d'une pression efficace, il s'entend. Le scrutin de liste a beaucoup de défauts et nos lecteurs se rappellent que, lors de la discussion de la réforme électorale, nous les avons pas cachés, bien au contraire. Mais il a une qualité indéniable qui rachète, en partie, ses inconvénients: il subit aussi facilement l'influence de l'opinion qu'il échappe à celle des préfets. Les agents du gouvernement, les autorités, comme on dit en province, ont moins d'empire par le scrutin de liste qui déraque cent mille électeurs sur toute l'étendue d'un département, que par le scrutin uninominal, qui les met au nouvement 15,000, dans les étroites limites d'un arrondissement. Il en va de même touchant la situation personnelle des candidats. On ne peut dire qu'elle disparaisse, qu'elle devienne nulle; mais, à coup sûr, elle joue un rôle moins décisif. Elle influence les électeurs, elle ne les détermine pas.

Sous ce rapport, M. Riotteau et M. le vice-amiral Roussin combattaient à armes égales. Le premier est un ancien député de la Manche, et il y a jadé de profondes racines; le second est l'ancien préfet maritime de Cherbourg et il compte dans le département, où il a laissé les souvenirs d'un excellent administrateur, des appuis solides et de vives sympathies. Il faut donc chercher ailleurs les raisons qui ont déterminé un si complet revirement dans le corps électoral.

Ces raisons, à notre avis, sont les mêmes que celles données au mois de novembre dernier pour expliquer l'élection du Nord. Il existe une identité frappante entre ces deux manifestations du suffrage universel. Dans le Nord comme dans la Manche, c'est un ancien député du département, resté sur le carreau au 4 octobre 1885, qui bat le candidat des Droites. Dans le Nord comme dans la Manche, on constate peu d'abstentions et un déplacement de voix relativement considérable. M. Trystram, qui avait échoué au 4 octobre 1885 avec 116,000 suffrages, est au 21 novembre 1886 par 149,000: en un an, il a gagné 33,000 voix. M. Riotteau, dans le même laps de temps, a déplacé 18,000, et comme M. Trystram, il reconquiert son siège à la Chambre.

Les causes politiques sont seules en jeu ici; il n'en est pas d'autres dont les esprits éclairés et qui ne se payent pas de mots, puissent raisonnablement tenir compte.

C'est par le Tonkin que l'on a expliqué les élections générales du 14 octobre. Comment explique-t-on l'élection partielle du 16 janvier?

Par l'attitude que la Droite a prise à la Chambre et que le parti républicain exploite habilement devant l'opinion. Le Palais-Bourbon une opposition décidée à faire les affaires du pays, et il s'aperçoit que cette opposition s'entend et s'applique plutôt à les embrouiller; il révait une opposition contre le gaspillage financier, l'intolérance religieuse et les aventures coloniales, en un mot, une opposition contre les républicains, et la réalité lui montre une opposition acharnée contre la République.

M. le vice-amiral Roussin aurait pu réagir contre les méfiances et le désappointement du suffrage universel, si plus tard on lui avait proposé de prendre la forme intention, l'inébranlable volonté de rompre avec ces errements. Il ne l'a pas fait, et l'événement prouve qu'il a été mal inspiré. Le programme si éloquent exposé à la tribune par M. Raoul Duval, permettait cependant à l'honorable candidat de donner à sa candidature un caractère nouveau, une signification dégagée de toutes les compromissions impliquées, de toutes les fautes passées. Loin de tenir la conduite et le langage que la situation aurait dû lui suggérer, M. le vice-amiral Roussin s'est efforcé d'éviter toute explication; il s'est renfermé dans la déclaration vague et désormais discréditée, selon laquelle "la forme de gouvernement n'était point en cause."

Les électeurs de la Manche ont vu reparaître l'équivoque du 4 octobre, et ils ont préféré voter pour M. Riotteau, qui les invitait nettement, carrément, à "affirmer sur son nom, le maintien de la République." Ce nouvel échec n'ouvrira-t-il pas les yeux des membres de la Droite? Ne leur fera-t-il pas comprendre la nécessité que nous leur avons si souvent démontrée de se placer franchement sur le terrain républicain, sous peine de ruine singulièrement au crédit et à l'essaim du parti conservateur, en compromettant d'avance le succès de ses candidats devant le suffrage universel?

ARCHITECTURE NAVALE FRANÇAISE.—Un habile constructeur de nos ports, écrit-on au *Vieux Corsaire*, de Saint-Malo, Bretagne, vient d'inventer un type absolument spécial, pouvant s'adapter également aux torpilleurs, aux avisos à grande vitesse, et surtout aux bateaux canons.

Construit sur ses gabarits et d'après ses principes, l'embarcation acquiert une stabilité merveilleuse, étonnante pourrait-on dire, qui donnerait au tir une justesse énorme, toutes les conditions de vitesse étant par ailleurs sauvegardées, sinon augmentées.

Tout en étant forcé d'avouer que je n'ai pas la compétence voulue pour me prononcer, je dois dire, qu'après avoir vu les expériences qui sont d'une grande simplicité, j'ai été absolument convaincu, et une conviction intime est que la marine qui adoptera la première ces types, aura une incontestable supériorité sur les autres.

J'ai écrit à ce sujet, à toutes les personnes placées de façon à pouvoir attirer l'attention de l'amiral Aube, dont la passion constante est la suprématie de notre flotte. Je sais aussi que le député de Saint-Malo va faire des démarches pour lui démontrer l'utilité de l'invention.

Espérons qu'elles aboutiront, et que la vieille cité des corsaires se trouvera encore une fois mêlée à tout ce qui, de près ou de loin, touche à nos gloires navales.

—L'auteur ajoute, le 6 janvier:

Je vous annonçais qu'un constructeur de nos pays venait d'inventer un type de bateau admirable, à mon sens, et pouvant donner une grande supériorité à la marine qui l'adopterait la première. J'apprends, de source certaine, qu'un capitaine de vaisseau dégagé par le ministre de la marine, doit venir, très prochainement, se rendre compte de la valeur de l'invention.

Deux jeunes gens sanent dans les *Fliegende Blatter* de Munich:

—Un million, je sais pertinemment que ce s anim de Rothschberg a un million.

—De fortune?

—Ou de dettes, je ne sais pas au juste.

Allemagne.—M. de Bismarck.

M. de Blowitz rappelle, dans le *Times* de Londres, une conversation qu'il eut en 1878, avec le prince de Bismarck, dans laquelle le chancelier allemand lui exprimait l'opinion, qu'une nation pouvait bien s'abîmer à l'idée d'une défaite, semer ses portes d'hommes et d'argent, mais qu'elle ne saurait se résigner à la perte d'un territoire, principalement lorsque rien ne justifiait la conquête.

Le correspondant du *Times* prête au prince de Bismarck le langage suivant que nous traduisons intégralement:

"La paix de San Stefano est un des actes les plus inconsidérés de l'histoire moderne. Ignatieff a commis une bévue dont se serait gardé un véritable homme d'Etat. Il a pris tout ce qu'il pouvait. Lorsqu'un ennemi est conquis, s'il est tenu à la gorge, il peut être contraint d'accorder tout ce qu'on lui demande. Mais les conséquences de la victoire doivent être examinées au même titre que celles de la défaite.

"Nous ne sommes pas ou nous sommes, si en 1866 j'avais agi comme Igonatieff, et si j'avais pris le territoire de l'Autriche.

"A cette époque, j'avais tout le monde contre moi, mais je répondis que nous ne pouvions rester éternellement les ennemis de l'Autriche. J'ai eu souvent l'occasion de me féliciter de ma conduite."

Comme je manifestais, dit M. de Blowitz, quelque étonnement, le prince ajouta:

"Je comprends ce que vous voulez dire, mais en 1871 j'ai agi de même. A ce moment la France était dans nos mains. Paris conquis, la Commune se trouvait, elle était désorganisé et si j'avais agi comme Ignatieff j'aurais réclamé la Picardie et la Champagne, mais ce fait ne s'est pas produit. On me pressait de prendre Belfort et Metz, j'ai refusé en disant: Non, pas Belfort, parce qu'il est aux mains des Français; même séparati, Metz, devant le désespoir de M. Thiers j'ai hésité.

"Mais vous savez qu'à la fin d'une telle campagne il faut consulter les militaires et j'ai dû prendre l'avis du général de Moltke qui m'a déclaré que Metz entre nos mains ou celles des Français équivalait à une différence de 100,000 hommes. Je ne pouvais imposer à mon pays les charges résultant d'un appel de 100,000 hommes."

Le *Figaro* a reçu, de Berlin, au sujet des discours prononcés au Parlement allemand, la dépêche suivante:

"La seconde séance du Reichstag a été, au point de vue allemand, de la plus haute importance. Il est bien évident maintenant que la lutte est entre la prérogative royale et le parlementarisme. Et il est plus que probable que M. de Bismarck sera battu.

"Son discours a, du reste, été faible. Il a eu recours à ses sarcasmes habituels. Il a été tour à tour hautain et ironique avec M. Windhorst, et comme il sait qu'il n'arrivera pas à le convaincre, il n'a pas eu, pour le Centre, ces compliments de la fin que l'on connaît de lui, que date. M. de Bronsart, le ministre de la guerre, a parlé "des habitudes de virements que l'on a en France". L'expression est tout au moins fausse, et il ferait bien voir qu'un ministre français se servit d'une expression analogue. Les journaux allemands s'auraient pas assez d'injures dans leur riche répertoire.

"Mais que dirai-t-on d'un ministre des affaires étrangères qui s'exprime ainsi: "Si nous avions pu prévoir ce que deviendrait l'affaire des Carolines, nous aurions eu bien garde d'y mettre les doigts"? Ils lui rappelleraient la définition donnée par M. de Bismarck: "La diplomatie est l'art de prévoir". M. de Bismarck s'est donc jugé lui-même."

On lit, dans la *Gazette de Francfort*:

"Sans doute, l'administration militaire a le droit d'incorporer pendant trois ans tout individu propre au service; mais elle ne peut pas augmenter les cadres fixés par la loi, ni aller au delà des crédits votés, sans se rendre coupable d'une action anticonstitutionnelle.

"L'empereur n'a ni le droit de décréter des impôts, ni d'exiger des contributions matriculaires que le Parlement n'a pas votées.

"De même, l'empereur ne peut pas modifier l'organisation légale de l'armée et de l'empire, pas plus que le conseil fédéral. Il ne peut pas créer un seul nouveau régiment, pas même sous la réserve de demander "plus tard un *bill* d'indemnité au Parlement. Et il n'en a pas le droit.

"Les oracles du chancelier nous laissent donc tout aussi froids que ces menaces de dissolution.

"Quand la question de *droit* est écartée, il ne reste plus que la question de *force*. Mais nous n'en sommes pas encore là en Allemagne, et celui qui voudrait nous y pousser, assumerait une responsabilité qui mettrait même l'existence de l'empire en question."

Extrait de la *Lanterne*, de Paris:

M. de Bismarck a dit au Reichstag:

"Y a-t-il déjà eu un ministre français qui ait eu le courage de dire publiquement:

"Nous renonçons à l'Alsace."

Et M. de Bismarck a répondu: "Non, il n'existe pas!"

Il eut pu ajouter: "Non, il n'existera pas."

Non! il ne peut pas exister un ministre français qui vienne déclarer que l'Alsace et la Lorraine puissent à tout jamais exploi, sous la domination allemande, les fautes, le imprévoyances, les crimes de l'empire, la trahison de Bazaine. Il n'y a pas de république, pas un partisan du suffrage universel, pas un homme qui ait la conviction que les peuples s'appartiennent à eux-mêmes et non à un autre, qui croit au droit et non à la force, qui ait pour idéal la justice et non le succès, qui puisse venir faire un pareil acte de renonciation.

Autre extrait de la *Lanterne*:

Va-t-on maintenant prendre texte des paroles de M. de Bismarck pour continuer la campagne contre le général Boulanger qui a le grand tort de ne pas être opportuniste?

Ce sont choses trop délicates pour qu'il soit nécessaire d'insister.

Quoi qu'il en soit, on vient encore de tenter une nouvelle manœuvre contre le ministre de la guerre; se basant sur le nouveau projet de budget, quelques journaux affirment que le général Boulanger renonce à sa demande de 300 millions.

Nous devons donner à cette assertion un démenti absolu, et nous ne pouvons que répéter ce que nous avons déjà dit hier:

Jamais le général Boulanger n'a annoncé à sa demande de crédits pour la réfection de l'armement, dont le chiffre exact est bien 360 millions.

Nous pouvons garantir l'exactitude absolue de cette information.

L'ambassadeur de Russie à Berlin, le comte Schouvaloff, a eu, dit le *Journal des Débats*, un entretien avec M. Herbette, ambassadeur de France, au cours duquel il lui a déclaré qu'il n'y avait pas de traité d'alliance entre l'Allemagne et la Russie, et qu'en tout cas un rapprochement entre ces deux puissances n'avait à aucun degré un caractère d'hostilité contre la France.

Le *Petit Journal*:

Nous rappellerons que M. de Bismarck disait déjà en 1870.

"Nous vous forcerons à tirer les premiers coups de fusil."

Il y a tout un art de provocation machiavélique qui consiste à faire faire par l'ennemi ce qu'on ne veut pas faire soi-même et à lui donner tous les *torts apparents*.

M. de Bismarck est maître en cette tactique: il a déjà prouvé sa supériorité.

Le *National*:

"La lutte entre les partisans du gouvernement absolu et ceux du régime parlementaire est vigoureusement engagée; cette lutte inquiète probablement M. de Bismarck tout autant que la rivalité de la France et de l'Allemagne."

La *Liberté*:

"L'homme qui s'est trompé sur la question des Carolines peut aussi se tromper sur la convenance de fortifier le militarisme allemand.

"Tout en croyant assurer la paix par des armements formidables, il peut, au contraire, provoquer le guerre en excitant les méfiances de l'Europe."

Le *Diritto*, organe supposé de la politique du cabinet actuel de Pitalie, commente ainsi les discours du feld-maréchal de Moltke, et du prince de Bismarck au Reichstag allemand.

"C'est une politique de gens enragés, qui transforme les peuples en autant de brigands, toujours dans la crainte d'être assaillis, toujours armés jusqu'au chapeau et toujours prêts à toutes les violences, à tuer, à dépouiller. C'est un spectacle peu digne de la civilisation que l'état auquel l'Allemagne réduit l'Europe.

"La conséquence logique de pareil fait et de semblable politique n'est pas la paix mais la guerre. Et, avant la guerre, on peut dire que déjà l'Europe ne pas rester plus faible que l'Allemagne, est obligée de subir au état de chose qui n'est ni plus ni moins que le premier pas vers la guerre.

"De toute façon, si on compare impartialement les déclarations faites à Paris à celles faites à Berlin, il n'est pas possible d'hésiter à reconnaître que les premières ont un caractère vraiment pacific et internationalement défensif, tandis que les autres sont évidemment belliqueuses et agressives.

"Aujourd'hui, la chancellerie allemande porte la situation à ceci: que l'Europe doit avisor à s'affranchir du joug de l'Allemagne, fautant d'une politique despotique à main armée, sans égard pour les adversaires ou les alliés."

Un télégraphe de Berlin au *Times* de Londres:

"Quel que soit le résultat des élections, il y a tout lieu de croire que le gouvernement maintiendra énergiquement ses premières demandes et que si le prochain Reichstag résiste, il trouvera le moyen de réaliser ses projets sans tenir compte de la volonté nationale.

"La Constitution impériale est assez élastique pour permettre au gouvernement de le faire en toute sécurité, et, en attendant, le ministre de la guerre, sans se préoccuper de la campagne électorale qui va s'ouvrir, fera ses préparatifs pour appeler sous les drapeaux les 41,000 hommes de plus que le comte de Moltke et les autres autorités militaires déclarent nécessaires à la défense de l'Empire."

UN AMI DES BETES.—On lit, dans le *Petit Journal* de Paris:

Nous avons eu sous les yeux une lettre faisant part de la mort d'un vieux monsieur portant un titre nobiliaire, décédé, le 7 janvier courant, dans son domicile du quartier de l'Europe.

Cette lettre se termine par ces mots lasconiques: "De la part de sa famille".

L'absence de toute désignation des membres de la famille nous ayant frappés, nous sommes allés aux renseignements.

Voici ceux que nous avons recueillis. M. le baron de ..., malade depuis plusieurs années, était soigné par une seule bonne. Ses parents envoyèrent trois personnes pour prodiguer des soins au vieillard, espérant bien que celui-ci leur en saurait gré.

Les soins furent inutiles et le baron rendit le dernier soupir. Le notaire vint, le lendemain de sa mort, ouvrir le testament. Il le lut à haute voix, comme il coutume, devant les héritiers, qui furent très désappointés en entendant cette phrase:

"Je laisse toute ma fortune, soit environ cent cinquante mille francs de revenus, à la société protectrice des animaux."

C'est ce qui explique pourquoi la famille de cet original n'a pas cru devoir faire figurer ses noms et qualités au bas de l'avis de la mort de ce fanatique ami les animaux.

Les héritiers vont, d'ailleurs, attaquer le testament en nullité.

Revue des Deux Mondes.

Livraison du 15 jan. 1887.

SOMMAIRE.

I.—La Mère, dernière partie, par M. Victor Cherbuliez, de l'Académie Française.
II.—La politique religieuse du parti républicain.—La séparation des Eglises et de l'Etat, par M. Etienne Lamy.
III.—Les derniers jours de la famille de Mme de Sévigné en Provence, par le marquis de Sepoula.
IV.—Souvenirs d'un voyage en Egypte.—L'Arabistan et la montagne des Bakhtyaries, par M. Frédéric Moussy.
V.—L'Angleterre et l'Irlande en 1886, par M. Auguste Filon.
VI.—Les Bosquets du Roi, par Hepiell.
VII.—La Revue Musicale.—Théâtre de l'Opéra.—Faust.—Théâtre de M. Vergnet.—Les Rendez-vous de chasse, par M. Camille Bellaigue.
VIII.—Revue Dramatique.—Odéon.—Michel Pauper, par Léon Hennique.—Théâtre de M. Porel.—Le Lion Amoureux, par M. Louis Gandrax.
IX.—Chronique politique et quinzaine.—Mouvement politique et littéraire.
X.—Mouvement financier de la Quinzaine.
XI.—Bulletin Bibliographique.

La Table de la *Revue*, de 1874 à 1886, est mise en vente au prix de 2 francs pour Paris, 2 fr. 25 pour la province, 2 fr. 50 pour l'étranger, port compris. La Table, de 1831 à 1874, est livrée au prix de 3 fr. pour Paris, 3 fr. 75 pour la province et l'étranger.

—Nous avons reçu, hier, la visite de M. Paul Depierre, chancelier du consulat de France, qui doit gérer le consulat pendant l'absence du fonctionnaire titulaire, parti depuis avant-hier. Il n'y a encore longtemps que M. Depierre habite la Nouvelle-Orléans; mais il a de rares qualités, il est spirituel, habile, affable, zélé, servable. Nous croyons donc que les intérêts des Français sont placés en bonnes mains et qu'ils n'auront pas à souffrir de cet interim.

Cheffrence.—C'est ce soir, à l'Université de Tulane, que M. le professeur Adolphe Fortier doit faire sa première conférence en français. Sujet: Lamartine.

Décédé, hier mardi 1er février, à 9 heures du matin, à l'âge de 3 ans et 3 jours, JEAN DALAS, fils aîné de Jean Dalas et de Jeanne Bordenave. Les amis et connaissances de la famille sont respectueusement invités à assister à ses funérailles qui auront lieu aujourd'hui, mercredi, à 11 heures du matin. Le convoi partira de la maison de ses parents, rue Commandé près de l'avenue Carrollton.

PIOKWICK OLUB BUILDING,

No 140 rue du Canal.

B. TREMOULET

Vend en gros et en détail VINS et LIQUEURS de toutes sortes. Comestibles de choix, etc.
Livraison à domicile. 9 nov86—1an PP

Avis.

Nouvelle-Orléans, 1 février, 1887.

Je previens le public en général, que je ne serai pas responsable des dettes que ma femme, Théotiste Dufour, pourrait contracter.

2 fév—3 f RAYMOND DUCOS.

Etat de Situation Trimestriel

DE LA

Banque des Citoyens de la Louisiane,

A la clôture des affaires le 31 janvier 1887.

ACTIF:

Effets immobiliers	$221,249 00	
Rente et actions	74,305 30	
Dettes en suspens évaluée	85,382 82	
Prêts et escomptes	173,082 96	$544,020 10
Prêts sur demande	63,845 30	
Echange	41,077 77	
Comptant et chèques locaux	275,184 66	380,128 52
Profits et pertes		695,648 81
		$1,619,797 43

PASSIF:

Capital actions		$1,050,000 00
Dividendes non payés	303 00	
Dû à des banques et des banquiers	146,579 89	
Dû aux déposants	430,914 54	569,797 43
		$1,619,797 43

Je jure solennellement que l'exposé qui précède est vrai et correct au mieux de ma croyance et de ma connaissance.

JAS. J. TARLETON,
Caissier.

ETAT DE LA LOUISIANE,
Paroisse d'Orléans.

Fait et signé pardevant moi, ce 1er jour de février 1887.

EDGARD GRIMA,